CONSEIL MUNICIPAL DU 2 MARS 2023

PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-trois le deux mars à dix-huit heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Madame Nicole MOREL, maire.

Etaient Présents : Nicole MOREL, Jean GOSSET, Liliane REDONNET, Hervé MENTION, Florence VANSEVENANT, Philippe LELONG, Emilie BARBE, Jean-Paul MACHAT, Lydia HAZARD, Eric JASZINSKI, Dominique WATBOT, Thierry MOREL, Manuella GOURLE, Jean-Dominique DELAITTRE, Pierre LARDANS, Gérard LEGUAY, Bernard SELLIER, Franciane THIEBAULT, Bruno BROGNAIS-GEORGET, Virginie CAPON, Karine GOSSART, Nicole DUMONT, Carole REDONNET

Absents représentés : Xavier DRIESBACH (pouvoir à Hervé MENTION), Patricia BROGNAIS-GEORGET (pouvoir à Bruno BROGNAIS-GEORGET), Mélanie GENUER (pouvoir à Emilie BARBE)

Absents : Bernard DELABIE

Madame Emilie BARBE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

DISPOSITIF « PETITES VILLES DE DEMAIN » - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU TITRE DES AIDES AUX COMMUNES ET AUX TERRITOIRES DU CONSEIL REGIONAL DES HAUTS DE FRANCE

Madame le maire informe l'assemblée que, suite à l'appel à projet lancé par la région Hauts de France pour la redynamisation des centres-villes et centres-bourgs, la candidature de la commune a été retenue pour bénéficier d'une subvention d'un million d'euros, sur 3 ans, pour la réalisation de projets ayant pour objet la valorisation des commerces de proximité du centre-ville. En contrepartie, elle doit s'engager à ne pas développer le commerce de périphérie et favoriser le commerce de proximité afin de lutter contre la désertification de son centre-ville.

A cette occasion, Monsieur Hervé MENTION s'inquiète du devenir du bâtiment abritant la pharmacie centrale qui doit être transférée sur la zone d'activités. Madame le maire lui indique que, pour le moment, Monsieur BRANLANT n'a pas obtenu l'autorisation de transfert.

Monsieur Bruno BROGNAIS-GEORGET, quant à lui, s'interroge sur les moyens dont dispose la commune pour lutter contre la désertification des commerces en centre-ville : instauration d'un droit de préemption sur les fonds de commerce, baisse des taxes, aide à l'installation des commerces, etc...

Son attention est attirée sur le fait que l'enveloppe d'un million de subvention ne pourra être utilisée que pour des travaux ou des aménagements renforçant l'attractivité du centre-ville mais pas pour l'acquisition de locaux commerciaux qui deviendraient vacants.

Après ces échanges, le conseil municipal, à l'unanimité, s'engage à ne pas développer le commerce de périphérie et favoriser le commerce de proximité.

TRAVAUX RUE DU GENERAL LECLERC – ACHAT DE LA PARCELLE CADASTREE AH 777

Dans le cadre de la réalisation de la première phase des travaux de la rue du Général Leclerc, il est nécessaire de procéder à l'installation de caissons d'infiltration pour la récupération des eaux de ruissellement.

Sur proposition de Madame le maire, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'acquérir une parcelle de terrain, d'une superficie de 105 m², appartenant la SCI Grandsire, au prix de 10,00 € le m², afin de procéder à cet aménagement

EXTINCTION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

Considérant que les caméras de vidéoprotection sont alimentées par l'éclairage public et qu'elles nécessitent un délai de recharge de 6 heures, le conseil municipal convient qu'il est très difficile, voire impossible, d'interrompre l'éclairage public une partie de la nuit.

Après discussion, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de surseoir à statuer dans l'attente de disposer d'informations sur d'autres équipements techniques d'alimentation des caméras.

Mesdames Karine GOSSART et Franciane THIEBAULT (donne pouvoir à Nicole MOREL) ainsi que Monsieur Bernard SELLIER quittent la séance à 19h20.

PERSONNEL COMMUNAL – CREATION DE DEUX EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE AUX SERVICES TECHNIQUES

Afin de faire face à l'absence de 2 agents aux services techniques, pour une durée indéterminée, et de la prochaine ouverture de la saison de ramassage des gazons et branchages, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise le maire à recruter deux agents contractuels, sur la base d'une durée hebdomadaire de service de 20 heures, pour exercer les fonctions d'adjoint technique principal relevant de la catégorie hiérarchique C qui seront rémunérés sur la base du 4^{ème} échelon du grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, à compter du 01/04/2023.

VENTE D'UNE PARCELLE BOISEE, CADASTREE AD 579, A MONSIEUR DEY

Ne disposant que de peu de terrain autour de son habitation, Monsieur DEY a fait connaître son souhait d'acquérir une partie de l'espace boisé situé à l'arrière de la friche Bricard, le conseil municipal, à la majorité (Madame Liliane REDONNET, Messieurs Jean-Dominique DELAITTRE, Philippe LELONG, Thierry MOREL s'abstiennent) accepte de vendre à Monsieur Edouard DEY la parcelle cadastrée AD 579, d'une superficie de 938 m² sur la base de 8,50 € le m².

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Madame le maire à signer le renouvellement de la convention qui définit les modalités de location, à la société TDF, du terrain situé au stade Arago pour l'exploitation d'un réseau de communications électriques et fixe le montant de loyer à 6.670,00 €.

ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT ET SERVICES PERISCOLAIRES – TARIFS A COMPTER DU 01/02/2023

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la revalorisation de la participation à réclamer aux familles dont les enfants fréquentent l'Accueil de Loisirs sans Hébergement et l'accueil périscolaire su mercredi, suite à la revalorisation des coefficients familiaux de la Caisse d'Allocations Familiales, le conseil municipal, à l'unanimité, décide, qu'à compter du 1^{er} février 2023, la participation à réclamer aux familles sera établie comme suit :

Pour l'ALSH

Par jour de centre :

	QF < 500	500 < QF < 900	QF > 900
Enfant de la commune	3,80	3,90	4,00
Enfant de l'extérieur	7,10	7,20	7,30

Pour les campings :

	QF < 500	500 < QF < 900	QF > 900
Enfant de la commune	6,30	6,40	6,50
Enfant de l'extérieur	10,30	10,40	10,50

Pour l'accueil périscolaire du mercredi

	QF < 500	500 < QF < 900	QF > 900
Enfant de la commune	0,30	0,40	4,00
Enfant de l'extérieur	3,60	3,70	7,30

Le conseil municipal, à l'unanimité, qu'à compter 1^{er} février 2023, fixe le tarif des services de garderie et de restauration assurés durant l'ALSH comme suit :

Garderie : - gratuité pour les enfants dont un des parents est domicilié dans la commune
- 2,20 € pour les enfants de l'extérieur

Cantine : - 2,50 € pour les enfants dont un des parents est domicilié dans la commune
- 3,20 € pour les enfants de l'extérieur

FETES FORAINES – DROITS DE PLACE A COMPTER DU 01/01/2023

Considérant que la majorité des droits de place réclamés aux forains est inférieure à 15,00 € et que les services du trésor public refusent la prise en charge des titres de recette inférieurs à 15,00 €, le conseil municipal, à la majorité

de 15 voix pour, 4 voix contre et 5 abstentions, décide, qu'à compter du 01/01/2023, aucun droit de place ne sera réclamé aux forains participant aux fêtes locales.

SUBVENTION AU PROFIT DE L'ASSOCIATION « LES AMIS DE L'EGLISE SAINT ETIENNE »

Considérant que le montant de la subvention de fonctionnement prévue au budget primitif 2022, d'un montant de 1.000,00 €, n'a pu être versée à l'association au cours de l'exercice 2022 en raison de la modification tardive de son compte bancaire, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte que cette subvention soit réglée sur le budget 2023.

AVANCE SUR SUBVENTION AU PROFIT DE L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE VICTORIEN GIROT

Considérant l'état des besoins à satisfaire pour le fonctionnement des clubs « coup de pouce clé » pour le premier semestre 2023, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de consentir une avance de 6.000,00 € à l'association des parents d'élèves de l'école Victorien Girot à valoir sur le montant de la subvention qui lui reviendra au titre de l'année 2023.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h30.

Le maire,

La secrétaire,

N. MOREL

E. BARBE